

« Guerre contre le terrorisme » : formule de l’aveuglement et de l’inanité

Première rédaction le samedi 5 décembre 2015.

Mise en ligne avec mise à jour le 29 mars 2016.

À l’origine, un article terminé le 5 décembre 2015 avec le titre « Sortir de la spirale infernale ». Il s’agissait d’une commande pour un ouvrage collectif de *Réplique aux attentats du 13 novembre 2015* qui devait paraître fin décembre 2015. Sa publication a visiblement été retardée. La prolongation insensée de l’état d’urgence, sans rapport avec les besoins de protection des citoyens, et les récentes tueries de Bruxelles m’ont conduit à faire connaître le contenu de ce texte et à le développer de façon substantielle. La critique de la formule « guerre contre le terrorisme » n’est certes pas neuve¹. Du moins puis-je espérer y apporter ma contribution.

Les tueries qui ont fait 35 morts et près de 300 blessés à l’aéroport et dans le métro de Bruxelles le 22 mars dernier ne sont que le dernier épisode d’une série d’assauts meurtriers revendiqués essentiellement par deux mouvances, l’EI (*al-Dawlat al-islāmiyya* ou « État islamique »), et al-Qaïda (*al-Qā’ida*, « la Base »), sachant que ces deux organisations se réclament d’un courant autoproclamé *al-Salafiyya al-jihādiyya* ou « Salafisme jihadiste »². Or ces organisations justifient ces attaques comme des opérations contre les grandes puissances euro-nord-américaines (Russie comprise) taxées de « coalition de Croisés » venus saccager les Terres d’Islam.

Le communiqué officiel de revendication de l’EI du 13 novembre 2015 affirmait : « Dans un attaque bénie [*ghazwa mubāraka*] dont Allah a facilité les causes, un groupe de Croyants de soldats du Califat, qu’Allah lui donne puissance et victoire, a pris pour cible la capitale des abominations et de la perversion, celle qui porte la bannière de la croix en Europe, Paris ».³ La revendication des massacres de Bruxelles est de la même eau. Il est parlé d’une « cellule secrète » qui, en s’élançant « contre la Belgique croisée qui n’a cessé de combattre l’Islam et les Musulmans », « a jeté la crainte et l’effroi dans le cœur des croisés, en plein dans leur terre ». Et, comme dans le précédent communiqué, cette menace : « Nous promettons aux

¹ Voir par exemple l’article d’Alain Gresh, « “Guerre contre le terrorisme”, acte III », dans *Le Monde diplomatique* d’octobre 2014, ou, plus récemment, l’entretien de Jim Cohen avec Gilbert Achcar, « La France en “guerre contre le terrorisme” ou le retour du choc des barbaries », sur le site la revue en ligne *Mouvements*, le 09/02/2016.

² C’est le dernier épisode d’une longue série d’attentats perpétrés par ces deux nébuleuses après le 11 septembre 2001 qui avait fait près de 3.000 morts et 6.000 blessés : 191 morts et 1.900 blessés dans les transports en commun de Madrid en mars 2004, 56 morts et 700 blessés dans les transports en commun de Londres en juillet 2005, 17 morts et 11 blessés à *Charlie Hebdo* et la supérette cacher de Paris en janvier, 224 morts dans le crash de l’avion de ligne russe dans le Sinaï le 31 octobre 2015, 130 morts et 352 blessés au Bataclan et divers autres lieux, toujours à Paris, le 13 novembre 2016. C’est sans compter les massacres perpétrés par les organisations se réclamant des mêmes mouvances dans les pays du Moyen-Orient, du Maghreb et du Sahel subsaharien.

³ État islamique, *Communiqué sur l’attaque bénie contre le France croisée*, 2 Safar 1437 /15 novembre 2015.

États croisés qui se sont alliés contre l'État islamique, des jours bien sombres en réponse à leur agression contre notre État. Et ce qui vous attend sera plus dur et plus amer, avec la permission d'Allah. »⁴ Réciproquement, « Nous sommes en guerre ! », crient à l'envi nos responsables politiques, Premier ministre⁵, Président⁶, et chefs de l'opposition⁷. Les abominables tueries qui endeuilent nos cités semblent bien s'inscrire dans une guerre frontale entre une coalition internationale et l'État islamique, guerre dans laquelle les armées coalisées bombardent journellement et font aussi un nombre de victimes civiles considérable, masqué par la mystification de la « guerre propre » et des bombardements « chirurgicaux », et mis bien vite au compte des « dégâts collatéraux »⁸.

Les dessous de la guerre à l'extérieur

Rares sont pourtant les voix qui mettent en garde contre cette formule de la guerre, ressassée *ad nauseam*. Non seulement à l'intérieur, où elle est une formule de propagande mauvaise, aveugle et dangereuse – nous y viendrons plus loin –, mais même à l'extérieur. Faut-il voir l'effet un pacifisme bêlant dans cette déclaration d'un Dominique de Villepin en novembre dernier : « Le piège qui nous est tendu, c'est l'idée que nous sommes en guerre et que nous devons faire la guerre » ?⁹ Une simple remarque : les actions de l'EI et d'al-Qaïda ne viennent, dans la hiérarchie pratique des objectifs de leur *jihād*¹⁰, qu'en troisième position. La première est occupée, en tout cas pour ce qui concerne l'EI, par la lutte contre le Chiisme ; ces groupes côtoient sur ce front l'Arabie saoudite – et, secondairement son frère concurrent/ennemi, le Qatar –, qui masque ses prosaïques intérêts de puissance régionale sous le drapeau de l'orthodoxie sunnite, et a pris la tête d'une coalition à logistique étasunienne, qui ravage en ce moment le Yémen, au coude à coude avec des forces se réclamant d'al-Qaïda et de l'EI. La seconde place est tenue par la lutte contre des forces locales « impies ». Lutte

⁴ État islamique, *Communiqué sur l'expédition bénie de Bruxelles contre la Belgique croisée*, 12 Jumādā l-akhīra 1437 / 22 mars 2016.

⁵ « Il l'a dit neuf fois en moins de dix minutes. Manuel Valls n'avait samedi soir qu'un mot à la bouche – "guerre" – pour qualifier les attentats de Paris », *Libération* du 14/11/2015.

⁶ « La France est en guerre », déclarait d'entrée François Hollande devant le Congrès à Versailles le 17/11/2015, accessible sur *Youtube*.

⁷ « Nous sommes en guerre ! », affirmait Nicolas Sarkozy sur *ITélé* le 15/11/2015.

⁸ « Des centaines de civils victimes collatérales des bombardements aériens contre l'État islamique », titrait *Le Monde* du 03/08/2015, pour ne parler que des bombardements en Syrie et en Irak depuis 2004. Ce n'est qu'une infime parcelle de la réalité. Il est pourtant difficile voiler de leur linceul les centaines de milliers de morts causés par l'occupation de l'Irak par les États-Unis et la Grande Bretagne en 2003 et, avant cela, le million de morts du blocus de l'Irak entre 1991 et 2003 dont nous nous dédouanons ici très aisément. Peut-on penser que les gens de l'EI n'utilisent pas ces chiffres dans leur propagande, pas plus qu'ils n'oublient les milliers de morts des attaques israéliennes récurrentes contre Gaza et les assassinats quasi-quotidiens par les colons et l'armée en Cisjordanie ? Voir, sur ce sujet, l'étude détaillée de Reza Pirbhai, « Le coût humain de la guerre contre le terrorisme – Quelques chiffres », mis en ligne sur le site *Investig'Action* le 21/06/2012.

⁹ Dans Sophie Huet, « Le piège, c'est l'idée que nous sommes en guerre », *Le Figaro* du 15/11/2015.

¹⁰ Le mot *jihād* est d'abord, sur le plan religieux, conduite vertueuse, « effort spirituel » qui devient, lorsque la Communauté des Croyants – *Umma* – est menacée, une obligation, considérée comme collective par la plupart des écoles juridiques. Le terme a pris un sens culturel et politique, et plus seulement religieux, dans la lutte contre les impérialismes coloniaux : les luttes d'indépendance en Syrie et au Liban, comme en Algérie, furent en effet comprises comme un *jihād*, et les combattants qualifiés de *mujāhidin*. Prétendre monopoliser le mot *jihād*, comme le font ces groupes, pour caractériser leur lutte, est aujourd'hui considéré comme une imposture par la grande majorité des Arabes et des Musulmans.

contre des gouvernements d'abord, comme c'est le cas de celui de Bachar al-Asad, dans laquelle le Front al-Nosra – *al-Jabhat al-Nusra*, « le Front de la Victoire » –, féal d'al-Qaïda, est un des groupes soutenus par l'Arabie saoudite et qui cherche à présenter aux yeux de la coalition étatsunienne contre l'EI, un visage respectable, non sans rencontrer à vrai dire un certain succès. Lutte ensuite contre des frères ennemis *takfiristes*¹¹, comme c'est le cas avec les excommunications réciproques lancées par EI et le Front al-Nosra. L'administration Bush Junior a ruiné l'Irak et provoqué l'implantation d'al-Qaïda dans la région, puis les progrès de l'EI, son héritier et concurrent, nés en réaction à leur occupation et aux exactions du régime chiite exclusiviste d'al-Maliki. Pourquoi a-t-il fallu que la France, qui s'était en son temps démarquée de cette action aux conséquences prévisibles, finît par entrer dans la coalition étatsunienne qui prétend gérer ces dernières, oubliant que l'Europe et elle-même sont davantage exposées que les États-Unis à subir les retours de flamme d'interventions dans cette région ? Qu'allons-nous faire dans cette galère ?

Est-il si sot de se poser cette question avec un Pierre Conesa, enseignant à Sciences Politiques, pour qui : « Au Moyen-Orient, c'est nous qui avons déclaré la guerre ! »¹² ? Ou encore de constater avec le contre-amiral Claude Gaucherand : « À semer le vent, l'atlantisme de nos dirigeants récolte aujourd'hui la tempête sur le sol de France »¹³. Disons à la décharge de nos hommes politiques – ou à leur charge, cela dépend de la manière dont on voit les choses –, qu'ils n'ont pas besoin de l'atlantisme pour justifier leurs expéditions guerrières. Le « bouillonnant » Nicolas Sarkozy et le « sage » Alain Juppé n'ont pas eu besoin de se soumettre à un ordre du Grand frère d'outre-Atlantique pour détruire l'État libyen. Le chaos a provoqué une onde de choc qui a déstabilisé le Mali, où François Hollande s'est ensuite senti obligé d'intervenir, au nom précisément de la lutte contre le chaos ! Quand le doigt est mis dans l'engrenage, il est difficile que le bras ne suive pas. « Nous devons agir en Libye ! », répète à qui veut bien l'entendre le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian¹⁴. Mais si l'on peut comprendre que, dans une logique impérialiste, la France agisse dans ses chasses gardées africaines, que diable aller faire en Syrie ?

Le mystère de ces poses bellicistes s'éclaircit un peu quand on considère qu'il y a dans cette région du Moyen-Orient un fait nouveau. Après en avoir disparu lors des deux guerres du Golfe, celle de 1991 et 2003, l'impérialisme russe y est de retour en force. Il ne défend plus désormais le régime d'al-Asad menacé, par une action seulement diplomatique mais par une action militaire tous azimuts, par mer, par air et par terre. Cette politique ravale au second plan le jeu des puissances régionales, Iran, Turquie et Arabie saoudite, qui avaient trouvé un minimum de liberté de mouvement dans la tentative de désengagement relatif promis par l'administration Obama. Avec cette nouvelle position russe, prend le dessus, et pour longtemps, la politique de force entre puissances relancée par Bush en 2003, et reprise, ne l'oublions pas en 2011 en Libye, quand Français et Anglais profitèrent des abstentions russe et chinoise au Conseil de sécurité pour une intervention limitée à Benghazi, pour se

¹¹ Ceux qui prononcent le *takfir* anathémisent comme *kuffār*, « non-Croyants », tous ceux qui, même s'ils se veulent Musulmans, ne sont pas de la même obéissance théologique ou juridique.

¹² Déclaration au webzine *Middle East Eye* le 14/11/2015.

¹³ Voir sur le site *France-Irak actualité*, en date du 20/11/2015.

¹⁴ Propos cités dans *Le Monde* des 08/09/2014. Mais ils sont signifiés, dans le même journal, notamment des 02/01/2015 et 22/11/2015. Le ministre s'est pourtant montré furieux que soit annoncé publiquement un secret de Polichinelle : « La France mène des actions secrètes en Libye », *Le Monde* du 16/02/2016.

débarrasser à leur insu de Mouammar el-Kadhafi. Les tentatives de règlement des crises dans le cadre de l'ONU ne sont plus de mise pour la période historique qui s'ouvre. Les rapports de forces apparaissent dans leur grossière nudité. Chacun se sent contraint de faire parade militaire et de montrer ses muscles dans la région. Même les Chinois ont envoyé il y a peu un bâtiment de guerre au port de Tartous, et la Grande-Bretagne vient de se laisser convaincre par la France pour effectuer des bombardements en Syrie.

C'est là que les nostalgies impériales reviennent avec leur poison. Misant, dès que l'Empire ottoman montra des signes d'épuisement historique, sur la Syrie en prenant le prétexte de la défense des Chrétiens accordée à François I^{er} par Soliman le Magnifique, Bonaparte avait cherché à soustraire ce pays à la Porte : il avait trouvé sur son chemin les Anglais qui l'obligèrent à battre en retraite et même à abandonner l'Égypte dont il avait cru pouvoir faire sa base. Ses successeurs soutinrent les ambitions de Mohammed Ali d'inclure la Syrie dans ce qu'ils appelèrent un « Empire arabe », mais là encore les Anglais veillèrent au grain. Il fallut attendre que ces derniers fussent en mesure de tenir seuls l'Égypte en 1881, quand la France était trop occupée par l'occupation de la Tunisie pour y intervenir. Ce fait accompli par chance fut ensuite avalisé par les accords d'Algésiras en 1906 : tu me donnes l'Égypte et je te donne le Maroc. Mais il fallut que la route des Indes ne passât désormais plus par Alep pour qu'ils pussent lâcher la bride aux intentions françaises de contrôler la Syrie. Voilà qui mena en 1916 aux accords Sykes-Picot puis aux traités de Sèvres et de Lausanne au début des années 1920.

Un quart de siècle plus tard, le jeu des États-Unis et de la Russie soviétique élimina les vieux impérialismes français et anglais de la région. Voire : la France garda de puissants intérêts financiers à Beyrouth et se fit avec Saddam Hussein une place en Irak, mais la guerre civile au Liban, la montée en puissance des places financières du Golfe, et deux guerres étatsuniennes, celle de 1991 d'abord et celle de 2003 surtout, lui coupa l'herbe sous les pieds. Pratiquement éliminée de toute la région, y compris de l'Iran en résultat du blocus étatsunien et de sa politique hargneuse dans les négociations sur le nucléaire, il ne reste plus aujourd'hui à la France qu'à faire des ronds de jambe à des monarchies pétrolières vilipendées sous cape. Alors, quand pour tous les analystes qui dépassent l'horizon immédiat, le grand partage Sykes-Picot, déjà mis à mal par Bush Junior et ses conseillers néoconservateurs, est désormais caduc, pourquoi ne pas tenter sa chance, se disent nos dirigeants, dans la grande redistribution des cartes inéluctable dans la région ? Pour cela il faut absolument être présent, sillonner le ciel de ses avions et de ses drones, et parcourir en catimini le terrain de ses forces spéciales. Puisqu'il est admis par tous qu'une intervention armée publique massive et directe au sol n'a pas davantage de chance de succès que l'occupation de l'Afghanistan par l'OTAN depuis 2001.

Quand on se demande quelle est le but de la France dans ce qu'elle présente comme une « guerre au terrorisme » – George W. Bush a fait école ! – eh bien le voilà : il s'agit de faire des pieds et des mains pour se tailler une part, peut-être pas la plus grande, étant donné la modestie de la puissance française contemporaine, mais du moins la moins petite – dans les marchandages en vue.

Sur le plan extérieur, il y a bien une guerre, ou plutôt des guerres en plusieurs régions, que mène en notre nom le gouvernement de la France. Tous les moyens de la propagande sont mis en œuvre pour les justifier. Et cela marche ! Alors qu'en 2013, un sondage BVA / *Le Parisien*

révélaient que 64 % des Français étaient hostiles à une intervention militaire en Syrie »¹⁵, un nouveau IFOP / JDD annonçait deux ans plus tard que 56% des Français étaient désormais favorables à cette intervention. « La guerre contre le terrorisme, ça tombe bien, c'est ce que nous faisons », réagissait le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve. Une euphorie belliciste qui ne vas pourtant pas sans inquiéter le gouvernement qui, par la bouche de son ministre, se voit forcé de mettre une ligne rouge : « Nous ne sommes pas favorables à [l'envoi] de troupes au sol. C'est une opération hautement dangereuse qui poserait des problèmes politiques et qui n'aurait pas l'efficacité que nous souhaitons atteindre ». ¹⁶ On verra.

Absurdité et dangers du slogan de « guerre » à l'intérieur

Ce sont de jeunes Européens qui ont perpétré les tueries du 13 novembre 2015 et du 22 mars 2016, même si c'est EI qui leur en a fourni le drapeau. Quand Emmanuel Macron confie que la société française possède « sa part de responsabilité » dans « le terreau » sur lequel prospère la propagande des groupes armés¹⁷, son premier ministre, Manuel Valls, lui qui naguère avait parlé devant les députés d'« apartheid territorial, social et ethnique »¹⁸, le reprend publiquement devant les sénateurs : « il n'y aucune excuse possible au terrorisme »¹⁹. S'il est vrai qu'expliquer n'est pas excuser, c'est avec de telles affirmations dans la tradition de « la droite la plus bête du monde », selon les mots de Guy Mollet, que l'on se fait sourd et aveugle à la réalité sociale. Les contradictions des sociétés européennes, et de la française et de la belge en particulier, sont suffisamment profondes et explosives pour susciter des dissidences graves sans qu'il soit nécessaire d'aller chercher une main étrangère. Le passage de groupes de jeunes citoyens, et pas seulement issus des banlieues déshéritées et ghettoïsées comme on voudrait s'en consoler, et pas seulement de familles de culture musulmane, comme on feint de le croire pour mieux se rassurer et trouver des boucs émissaires faciles, en fournit, si cela était nécessaire, la preuve suffisante.

Penser avoir trouvé la source de cette dissidence armée dans le *Salafisme* en général, c'est se tromper de cible. On peut rejeter bon droit le fondamentalisme et le rigorisme religieux, qu'ils soient chrétiens, juifs ou musulmans, comme terriblement bigots et compassés, mutilants et étrangers aux mœurs modernes. De la même manière que l'on peut regretter pour les Juifs l'*aliya* qui les pousse à s'établir en Israël, on peut déplorer pour les Musulmans l'idée de la *hijra*²⁰ qui a conduit des groupes de nos concitoyens à partir dans des pays d'Islam, en particulier en Égypte ou en Arabie saoudite²¹ pour y vivre leur foi. Quand on n'arrive pas à

¹⁵ *Le Parisien* du 30/08/2013.

¹⁶ *Le Parisien* du 13/09/2015.

¹⁷ *Le Monde* du 22/11/2015.

¹⁸ *Le Monde* du 20/01/2015.

¹⁹ *Le Point* du 25/11/2015.

²⁰ Le terme *al-hijra*, littéralement l'« immigration », est une référence à l'exil du prophète Mohammed à Médine pour éviter les persécutions des premiers fidèles à La Mecque.

²¹ La *hijra*, pas davantage que l'*aliya* n'a rien au départ d'une notion guerrière. Mais il est vrai que le sionisme a utilisé l'*aliya* pour édifier l'État-colon d'Israël et aujourd'hui pour la poursuite de la colonisation en Cisjordanie. Il est également vrai que l'EI instrumentalise le besoin de *hijra* pour appeler à construire le califat en Syrie et en Irak. Il est des fidèles qui s'y sont laissé prendre, et une bonne partie d'entre eux, loin de passer à la lutte armée, en sont revenus.

cette extrémité, on peut déplorer le communautarisme auquel conduit la soif d'orthopraxie des courants religieux traditionalistes qui peuvent conduire à une vraie « culture d'enclave » à l'intérieur de nos sociétés, posant de ce fait de vrais problèmes à la convivance sociale. Cela n'empêche pas que l'immense majorité des fidèles de l'Islam influencés par le *Salafisme* des cheikhs saoudiens, qui fournit depuis les années 2000 une forte proportion des imams frais émoulus de l'Université islamique de Médine qui prêchent dans les mosquées françaises, est quiétiste²², ou si l'on veut piétiste, et qu'elle prêche la loyauté à la République et dénonce action violente et terrorisme.

Il s'agit d'autre chose lorsque l'on parle des groupes de dissidents armés qui ont formé, dans les pays comme la France et la Belgique, de jeunes dissidents qui ont pété les plombs dans des actes odieux. C'est le plus souvent par les cases Délinquance et Prison et en évitant celle de la Mosquée, que ces derniers sont passés à des actions terroristes en Europe ou à la lutte armée en Syrie ou en Irak, auxquels s'agrègent parents et copains²³. Combien, parmi ceux qui ont choisi de mourir en Irak ou en Syrie, ou dans les rues de nos cités, combien d'entre ont eu, au cours de leur conversion brutale, souvent imprévisible, à l'Islam de l'EI ou d'al-Qaïda qu'ils fantasment comme une sorte d'étendard de combat de tous les parias de ce monde, le loisir de lire quelques sourates du *Coran* ? Il est en tout cas certain que la bannière de la *salafiyya jihādiyya* ou « Salafisme jihadiste », orne d'un nom fort leur exaspération en leur confère une reconnaissance tragique. Ils y trouvent, dans l'horizon bouché de nos sociétés qui les pousse au désespoir, une fenêtre d'espérance, qui plus est une espérance eschatologique de nature à fouetter leur ardeur et à décupler leur révolte, ce qui est un élément important de leur exaltation et de leur acception de se faire sauter avec une ceinture d'explosifs²⁴.

On pourrait souscrire à la formule d'Olivier Roy selon laquelle nous assistons davantage à une « islamisation de la radicalité » plutôt qu'à une « radicalisation de l'Islam »²⁵. Sauf que, derrière cette affirmation choc, la dissidence de ces groupes européens semble venir d'on ne sait qu'elle planète, elle efface la part de colère qu'ils portent en eux contre les injustices commises par les grandes puissances, et la masse de révolte qu'elle charrie contre une République qui exclut et une société qui ne propose d'autre slogan que *No future !* Sans parler du fait que, sacrifiant à la mode, la formule jette aussi l'opprobre sur le terme « radical » qui, au sens propre signifie « prendre à la racine », et qui mériterait sans doute d'être préservé comme haute valeur intellectuelle.

²² Le terme est aujourd'hui utilisé pour caractériser des groupes qui, comme le *Tabligh* qui eut son maximum d'audience en France dans les années 1999 ou le *Salafisme* des cheikhs saoudiens qui pour partie supplanté dans les années 2000, tous deux s'écartant de l'activité politique. Il s'agit plutôt d'un terme retenu par les orientalistes pour sa signification littérale – du latin *quies*, « repos » – que comme un parallèle le *quiétisme* mystique du théologien Miguel de Molinos. Si l'on veut trouver des éléments de comparaison dans les autres religions, on pourrait lui trouver certains traits les rapprochant des *quakers* protestants pour leur culture d'enclave, mais plus encore des *haredim* juifs qui se disent eux-mêmes « ultra-orthodoxes », dans ce sens d'une lecture fondamentaliste et dogmatique des textes scripturaires.

²³ Voir l'interview de Raphaël Liogier par Catherine Calvet : « Ne pas confondre jihadisme et néofondamentalisme », dans *Libération* du 23/11/2015. Le sociologue a écrit *Le mythe de l'islamisation*, Paris : Seuil, dont la « Postface » à l'édition 2016 est particulièrement intéressante.

²⁴ Le rapport entre les groupes qui ont commis les attentats de Bruxelles et l'EI n'est d'ailleurs pas si évident, si l'on considère les erreurs sur leur armement contenues dans le Communiqué de revendication, voir Romain Herreros, « Ce que les erreurs du communiqué de Daech révèlent des attentats de Bruxelles », dans le *Huffington Post* du 23/03./2016.

²⁵ Olivier Roy, « le djihadisme est une révolte générationnelle et nihiliste », *Le Monde* du 24/11/2015.

Une autre limite de l'aphorisme d'Oliver Roy, c'est qu'il ne renseigne pas sur la vague subversive qui a pris corps le Moyen Orient arabe. Par une série d'étapes en continuité / rupture sur le plan idéologique avec notamment l'Égyptien Sayyid Qotb puis le Palestinien Abdallah Azzam, et sur le plan de l'organisation politique avec Oussama ben Laden et Abou Bakr al-Baghdadi, elle puise profondément dans les exigences sociales, politiques et religieuses des sociétés arabes piétinées depuis des décennies par les grandes puissances impérialistes et méprisées par leur propres gouvernements, fussent-ils « modernistes laïques » comme l'Égypte et la Syrie ou prétendument « islamiques » comme le Royaume saoudien.

Il paraît utile d'insister ici sur un texte édifiant de la main de l'Égyptien Abou Bakr al-Naji, mis en circulation sur la toile en 2003 et intitulé *Idārat al-tawahhush : akhtar marhalah satamurru bihā l-umma* que l'on traduit habituellement par « Administration de la sauvagerie : l'étape la plus importante que doit franchir l'Oumma »²⁶. Si l'on sait que lors de cette étape de la constitution de l'État qui culmine dans le califat, sont recommandés, à côté de la bonne gestion des territoires et la bonne propagande, les moyens de la violence extrême destinée à terroriser les ennemis et les populations encadrées. « Il serait donc licite d'employer les techniques les plus terrifiantes (massacre, enlèvement, décapitation, crucifixion, flagellation, amputation, bûcher, lapidation, etc. »²⁷ Comment confondre en effet, après cette lecture, le quiétisme des traditionalistes musulmans avec la brutalité démentielle et débridée de l'EI, en mettant tout le monde dans le même sac « salafiste » ? L'explication est à mon sens la suivante. Elle résulte de trois préjugés tenaces : 1. Le *Coran* est violent par nature ; 2. L'Islam ne distingue pas politique et religion ; et 3. L'Islam est incapable de contextualiser, et donc de s'adapter et de se réformer. Il découle de ces trois affirmations élevées à la valeur d'axiomes par des orientalistes peu soucieux de la vérité historique et mal intentionnés, les corollaires suivants : 1. Les Musulmans qui se disent apolitiques sont au mieux des naïfs, au pire des menteurs : comme le fondamentalisme veut prendre le *Coran* à la lettre, il ne peut que révéler un jour ou l'autre sa réalité belliciste ; 2. Il en est de même pour les réformistes qui prétendent « retourner aux sources » pour permettre l'adaptation au monde moderne. Eux aussi sont au mieux crédules, au pire hypocrites : comme la violence et l'intolérance est dans la nature des textes, ils sont prédestinés au fanatisme, à moins qu'ils ne rompent avec l'Islam. 3. Les Musulmans ne peuvent que dissimuler lorsqu'ils protestent de leur acception de la laïcité. 4. Il y a donc porosité et continuité absolues entre la prédication « traditionaliste salafiste » dans les mosquées ou le « prétendu réformisme »²⁸ et le « terrorisme djihadiste ». CQFD.

De façon générale, le passage du fondamentalisme religieux à l'extrémisme politique, voire subversif, est en fait rien moins que nécessaire. L'intégrisme religieux peut rester à distance de toute politique et s'il entre sur ce terrain, peut s'y conduire de façons diverses, voire opposées. Songeons que si le *Gush Emunim* ou « Bloc des Fidèles », combat pour la

²⁶ Il est en effet tentant de traduire par « sauvagerie » ou « barbarie » le mot *tawahhush* qui signifie pour un animal « le fait de redevenir sauvage, de s'ensauvager », pour un homme « sauvagerie, brutalité, férocité, humeur farouche », et pour un pays « dévastation ».

²⁷ Nabil Mouline, « Daesh : harcèlement, violence, propagande... Le plan de conquête en 3 étapes de l'EI », dans *L'Obs* du 5/07/2015.

²⁸ Que d'un point de vue d'un Musulman, ou d'un point de vue de citoyen en Europe, on soit d'accord ou pas avec un homme comme Tariq Ramadan, on conviendra aisément qu'est résumée dans ces lignes la panoplie rhétorique de la cabale dirigée contre lui.

colonisation israélienne à outrance en Cisjordanie, le groupe juif ultra-orthodoxe *Naturei Karta*, « les Gardiens de la Cité », est pour sa part radicalement antisioniste et refuse même de reconnaître Israël comme État. Pour sortir de la sphère religieuse, s'en prendre au *Salafisme* en général pourrait être comparé, *mutatis mutandis*, à l'attitude qui aurait consisté à s'attaquer, dans l'Italie des années 1970, au Communisme en général, et donc au Parti communiste en particulier, sous prétexte que les Brigades rouges luttaient pour le Communisme. C'est aussi une attitude comparable à celle des gens à courte vue qui ont pris en son temps le Nazisme au mot quand il revendiquait son « Socialisme », ou encore qui voyaient dans Mussolini un épigone du « Socialisme » sous prétexte qu'il avait appartenu à Parti socialiste avant la Grande Guerre. Pour en revenir aux Musulmans, s'en prendre aux mosquées où les fidèles sont perméables aux idées traditionnalistes, crier au loup dès que le mot « Salafisme » est prononcé, fût-ce de façon tout à fait impropre, et s'en servir comme élément de stigmatisation, et les accuser de servir de « marchepied au terrorisme djihadiste », c'est accroître le malaise de leurs fidèles dans la société. Les conséquences de cet aveuglement peuvent être désastreuses : elle peut bien fonctionner, du moins à la marge, comme accusation auto-réalisatrice.

Qu'un État protège ses citoyens, cela paraît naturel. Mais lutter contre les conséquences sans s'attaquer aux causes est un travail de Sisyphe. C'est pire encore quand la manière de les combattre aggrave encore ces causes.

L'état d'urgence a permis, rien que dans les trois premières semaines de sa mise en place, 2.500 perquisitions, un demi-millier de gardes à vue et d'assignations à résidence administratives, mais seulement 250 procédures judiciaires. Puis, de décembre au début février, il n'a plus justifié que 800 nouvelles perquisitions administratives et quelques dizaines seulement de gardes à vue et assignations à résidence²⁹. La meilleure preuve que l'état d'urgence a peu de choses à voir avec la protection des citoyens contre des attentats est qu'après quatre mois de ce régime d'exception, seuls 5 dossiers pour terrorisme ont débouché sur des procédures judiciaires³⁰. À côté de cela, il faut compter une trentaine d'actions pour « apologie du terrorisme », mais elles auraient pu aussi bien être intentées sans l'état d'urgence. Aussi peut-on dire avec Pierre Tartakowski, président honoraire de la Ligue des Droits de l'Homme, que, du simple aspect de la « lutte contre le terrorisme », « le bilan de l'état d'urgence est au mieux pathétique »³¹, ou avec le juge Marc Trévédic, actif de 2006 à 2015 au pôle antiterroriste de Paris, que « l'état d'urgence, c'est débile »³².

Mais quel est l'effet du saccage des appartements et des locaux pour les 9 personnes relâchées sur les 10 brutalement arrêtées, exposées menottées entre des policiers aux regards de leurs enfants et de leurs voisins, puis parquées de longues heures, voire des jours et des nuits entiers comme du bétail ? Comme pour confirmer les craintes de ses détracteurs, le gouvernement a fait immédiatement usage de l'état d'urgence hors du cercle visé pour le justifier, « le terrorisme jihadiste », en interdisant des manifestations écologistes, montrant par là qu'il ne

²⁹ Ces chiffres sont calculés sur la base des données fournies sur la période du 16 novembre 2015 au 9 février 2016, soit : 3.336 perquisitions administratives, 395 interpellations entraînant 344 gardes à vue, dans le Discours de M. Bernard Cazeneuve au Sénat à propos de l'examen de la deuxième loi de prorogation de l'état d'urgence le 09/02/2016.

³⁰ *Médiapart* du 18/03/2016.

³¹ Propos tenus sur *Europe 1* le 20/01/2016.

³² Sue le quotidien belge *Le Soir* du 28/03/2016.

supporte pas la moindre critique à sa politique. Il faut que la chose soit grave pour que Jacques Toubon se soit senti obligé, en tant que Défenseur des droits, d'alerter sur « l'effet délétère des mesures fondées sur l'état d'urgence » et sur « un climat de suspicion, de méfiance, susceptible de remettre en cause la cohésion sociale »³³. On ne l'attendait pas dans cette attitude, mais la fonction fait l'homme ! Appelons les choses par leur nom : non seulement des Salafistes quiétistes déjà évoqués, mais plus largement encore, des personnes appartenant à toute une variété de communautés musulmanes tranquilles, ou de simples citoyens et citoyennes faussement soupçonnés, simplement désignés par le préjugé selon lequel *Musulman = danger*. Les apprentis-sorciers de la « guerre » tous azimuts exacerbent les peurs. Ils prétendent ensuite rassurer la population en disposant, comme l'a rappelé Bernard Cazeneuve à de multiples occasions, 120.000 hommes, policiers, gendarmes et soldats dans les rues, chiffres qui n'incluent pas les dizaines de milliers d'agents de sécurité privés recrutés par les entreprises et les administrations. Tous ces gens en uniforme sont bien inutiles devant des gens déterminés et prêts à mourir. Et loin de rassurer, comme on le prétend, ils ne font que souligner un danger potentiel, qu'alimenter les frayeurs. Les autorités favorisent même, par cette dramatisation théâtrale de l'épouvante qu'elles mettent en scène, les courants politiques porteurs d'une idéologie identitaire, leur permettant de souffler sans vergogne sur les braises de l'islamophobie et du racisme anti-Arabes et anti-Musulmans, dévastateurs pour le tissu social. Elles donnent ainsi de l'air à la forge de la dissidence armée sous le drapeau d'un Islam fantasmé qui semble vouloir répondre à la caricature faite de lui.

À peine l'état d'urgence était-il décrété, pour 12 jours selon la loi, qu'il était voté par les parlementaires à la quasi-unanimité pour 3 mois. Et tout juste était-il décidé que le gouvernement lançait des ballons d'essai pour le prolonger encore³⁴. Il le fut effectivement pour trois nouveaux mois le 19 février à compter du 26 du même mois. Cela ne saurait suffire : déjà chemine l'idée que les manifestations de l'Euro 2016 ne pourront être vraiment protégées que par une nouvelle prolongation de l'état d'urgence... Jamais les partisans du tout sécuritaire n'auraient pu rêver des réponses positives données à leurs revendications les plus osées, de la pléthore de moyens administratifs mis à leur disposition sans aucun contrôle judiciaire. Un véritable « effet d'aubaine »³⁵ ! Gageons que de toute façon les prochaines mesures prises par ce gouvernement ou le suivant donneront un tour de vis supplémentaire, que les conditions de l'assignation à résidence, voire de détention administrative seront étendues aux simples suspects de « radicalisation » mis en « fiche S » par l'humeur policière.

« Les mesures dites exceptionnelles ont, dans les politiques sécuritaires, un effet de cliquet. On sait que, l'urgence passée, l'on ne retourne jamais à la situation *ex ante* sans un bouleversement politique brutal ». C'est ce que j'écrivais le 5 décembre. Cela a été amplement confirmé par une énième loi sur la sécurité votée le 8 mars par l'Assemblée nationale par 474 voix contre 32 et 32 abstentions, et actuellement en cours d'examen par le Sénat. Comme il fallait s'y attendre, elle ne se contente pas de donner davantage de pouvoirs aux préfets et à la police hors contrôle judiciaire, et en profite pour étendre le champ des actes de « terrorisme » en brouillant sa frontière avec d'autres actes survenant au cours des luttes

³³ Jérôme Hourdaux, « Le Défenseur des droits contre l'état d'urgence, *Médiapart* du 26/03/2016.

³⁴ Voir le site *Francetvinfo*, en date du 03/12/2015.

³⁵ Le mot est de Pierre Tartakowski sur *Europe 1* le 20/01/2016.

politiques et sociales. Le propos n'est pas ici passe au crible ces mesures³⁶. Il ne me paraît pas nécessaire de m'appesantir sur la critique de l'idée de « déchéance de la nationalité » qui voudrait sanctionner dans la Constitution deux catégories de citoyens. Nous sommes bien dans la tradition des « lois scélérates » gravées de coutume en telle circonstance.

Faut-il prendre pour un niais un Jean-Christophe Ruffin, ancien ambassadeur au Sénégal lorsqu'il s'écrie à propos des attentats de Paris : « On n'est pas en guerre. Ce n'est pas un acte de guerre. Ça ressemble plus à la cabale de Mesrine qu'à la charge des blindés de Guderian », et dénonce : « Justement à cause de cette idée de guerre, qui est une idée fausse en ce qui concerne notre territoire, mais au nom de cette guerre, qui n'existe pas, on est en train de devenir une société de flicage »³⁷.

En évoquant il y a un siècle et demi la guerre menée en Algérie, Auguste Comte accusait les dirigeants politiques de « ranimer l'instinct guerrier, cultiver au dehors une férocité destinée au-dedans, et surtout corrompre la population centrale, afin de la détourner du but social, en l'intéressant à la tyrannie rétrograde »³⁸. Aujourd'hui, ce n'est plus l'Empire de Badinguet mais, casquée et blindée, la République, qui n'hésite pas à afficher le visage de la « tyrannie rétrograde ».

Il est urgent de sortir de cette spirale infernale d'actions et de réactions sans fin, aussi piteuses sur la scène internationale que perverses sur le plan intérieur, trouvant dans la cécité qui les accompagne prétexte à exclusion et à ostracisme.

³⁶ Je me contenterai de renvoyer aux critiques formulées à ce texte par le Syndicat de la magistrature : voir <http://www.syndicat-magistrature.org/Observations-du-Syndicat-de-la-2432.html>.

³⁷ Paroles prononcées lors de l'émission « L'invité de 7 h 50 » sur *France Inter* le 02/12/2015.

³⁸ Auguste Comte, *Système de politique positive, ou Traité de sociologie, instituant la religion de l'Humanité*, Paris : chez l'auteur, Carillan-Gœury & Dalmont, 1854, réédition en facsimilé Osnabrück : Otto Zeller, 1967, p. 419.